

L'affaire BNP PARIBAS et la "dédollarisation" du monde



L'affaire BNP Paribas a fait grand bruit tant par le montant de l'amende que par le chef d'accusation. En effet, BNP devra régler 8,834 milliards de dollars (environ 6,45 milliards d'euros) d'amende aux États-Unis. [1]
Cela constitue la deuxième plus grosse amende de l'Histoire infligée à une banque.

Au-delà du montant de l'amende, il y a lieu de considérer le chef d'accusation.

Officiellement BNP Paribas reconnaît des falsifications de documents commerciaux et une collusion. Le motif de la punition est évidemment le commerce avec Cuba, l'Iran et le Soudan, pays qui sont placés sous embargo américain. [2] Les opérations avec ces pays auraient légitimement pu être sanctionnées si elles avaient eu cours sur le sol des États-Unis puisque cela aurait relevé de la juridiction états-unienne, mais tel n'a pas été le cas. [3] La France n'avait en revanche pas d'embargo financier vis-à-vis de ces pays pendant la période incriminée (2002-2009).

D'autres hypothèses plus profondes que le simple viol d'un embargo américain ne sont pas à écarter. Vladimir Poutine a par exemple expliqué que l'amende à l'encontre de la BNP était un chantage pur et simple des États-Unis pour empêcher la livraison des navires de guerre Mistral à la Russie. [4] D'autres analystes ont relevé que cette amende phénoménale procure un revenu additionnel à l'État de New York qui lui permettra de baisser les impôts locaux ou de financer de nouvelles infrastructures...[5]

Pour revenir sur l'affaire elle-même, le législateur américain s'appuie sur le fait que les opérations de BNP ont porté sur des dollars et considère par conséquent que cela relève *de facto* de la juridiction états-unienne. Aucune règle du droit international ne le justifie, et cette exigence exorbitante équivaut à dire que le droit états-unien prévaut sur l'ensemble des pays de la planète dès lors que des flux en dollar sont impliqués. [6]

Toutefois, BNP s'est vue contrainte de renoncer à toute résistance et donc de plaider coupable en raison du rôle central que joue le dollar dans le système financier mondial : il est impensable pour une banque qui se veut globale de subir une interdiction d'utilisation du dollar. BNP préfère donc payer, indépendamment de toute considération de droit international.

Christian Noyer, le pourtant très conformiste gouverneur de la Banque de France, regrette d'ailleurs cette hégémonie du dollar et il estime que « l'accroissement des risques juridiques venant de l'application des règles américaines à l'ensemble des transactions en dollars de par le monde peut pousser à une diversification des devises utilisées ». [7]

Pour que le reste du monde ne soit plus sous la coupe de sanctions arbitraires des États-Unis, l'unique solution de long terme serait la « dédollarisation » de l'économie mondiale, c'est-à-dire la cessation, pour le dollar, de son rôle de monnaie du monde.

Cette affaire prend place dans un contexte tendu, marqué par d'autres évolutions et notamment, sur le plan financier, par un accord historique entre la Russie et la Chine qui se passeront du dollar pour leurs échanges. [8] Les trois autres BRICS (Brésil, Inde et Afrique du Sud) pourraient suivre. [9] Le rôle mondial du dollar tend à être remis en cause par toute une série de pays et d'acteurs économiques qui sont lassés d'être soumis aux exigences incessantes de Washington.



Sommet des BRICS 2014 au Brésil

Avec de gauche à droite, Vladimir Poutine (Président de la Fédération de Russie), Narendra Modi (Premier ministre de l'Inde), Dilma Rousseff (Présidente du Brésil), Xi Jinping (Président de la République populaire de Chine) et Jacob Zuma (Président de L'Afrique du Sud).

La signature d'un accord pour la création de la nouvelle banque de développement (NBD) et d'un pool de réserves de change fut un événement central de ce forum. Ces nouvelles organisations sont censées devenir une alternative à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international (FMI), réduisant ainsi l'influence financière de l'Union européenne et des États-Unis sur les processus financiers dans le monde.

QU'EST-CE QU'UNE MONNAIE DU MONDE ET QUELS EN SONT LES AVANTAGES ?

Il n'y a pas toujours eu une monnaie du monde. Nous en avons connu deux, la livre sterling d'abord, le dollar américain ensuite.

S'il est assez clair que le statut de monnaie du monde reflète la puissance économique de l'État souverain qui l'émet, il est également incontestable qu'elle le reflète avec un certain retard.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~
La livre s'est imposée vers 1870, à cette époque, l'Angleterre et l'Allemagne commençaient tout juste à dépasser la France, tandis que l'Amérique commençait tout juste à dépasser l'Angleterre et l'Allemagne. Pourtant elle tenait encore le rôle durant l'entre-deux-guerres, alors que les écarts s'étaient considérablement creusés.

Billet de 5£ de 1855. La livre sterling était alors la monnaie du monde. En pleine époque victorienne qui marque l'apogée de la révolution industrielle britannique et le rayonnement de son Empire. Le Royaume-Uni produit à cette époque plus de 50 % des ressources mondiales et réalise plus de 25 % des exportations alors qu'il ne représente que 2 % de la population mondiale. Le Royaume-Uni détient la majorité du stock d'or et la livre sterling est la monnaie mondiale de référence.

Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que le dollar a hérité du titre, et à cette époque la disproportion entre la puissance de l'Amérique et celle des autres grands pays était devenue colossale. Le titre de monnaie du monde revient à la puissance dominante, mais pas tout de suite ; il est ôté à la puissance déclinante, mais après un délai conséquent.

Ce statut de monnaie du monde confère plusieurs avantages économiques dont les principaux sont :

- **Un endettement peu coûteux** : c'est le fameux « déficit sans pleurs » dont parlait Jacques Rueff. Les États-Unis sont surendettés avec une dette privée et publique à plus de 4 années de PIB, et continuent à emprunter à très bas coût (notamment à la Chine). [10] Aucun autre pays n'aurait été en mesure de maintenir ce train de vie au-dessus de ses moyens aussi longtemps. Quand un pays a un déficit extérieur courant, il doit dévaluer et réduire son train de vie, c'est-à-dire diminuer entre autres ses importations et d'une manière générale ses achats à l'extérieur de ses frontières. Il doit appliquer également une certaine rigueur budgétaire. Le rôle mondial du dollar exempte les

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
États-Unis de toutes ces contraintes, le monde utilisant le dollar pour le commerce extérieur ; de plus, les pays en excédent commercial qui ont accumulé des réserves libellées principalement en dollars n'ont aucun intérêt à ce que le dollar se déprécie puisque cela diminuerait la valeur de leurs réserves.

- **L'absence de risque de change** : toutes les matières premières et les échanges internationaux étant en dollars, il n'y a *de facto* que très peu de risque de changes pour les agents économiques américains, que ce soit notamment leurs banques ou leurs grandes entreprises.

Il confère également des avantages d'une nature plus stratégique, avantage qui se voit d'ailleurs accru en période de globalisation. Chaque pays devient tributaire du commerce international, ce commerce international se fait dans la monnaie du monde, l'accès aux circuits par lesquels circule cette monnaie du monde devient une nécessité vitale. Cela confère un moyen de pression à l'émetteur de cette monnaie du monde. Et, parallèlement, cela induit une vulnérabilité pour toute économie dont la dette privée résulte au moins en partie d'emprunts faits sur les marchés internationaux.

L'exemple récent le plus évident est fourni par le conflit américano-russe. Les sanctions prônées par l'Occident visent essentiellement à couper le système financier russe de l'accès à cette monnaie du monde, ce qui, rendant ses entreprises incapables de refinancer leur dette extérieure, induit le risque très réel d'une chaîne de défauts de paiements ayant le potentiel de dévaster l'économie du pays.

Portrait de Jacques Rueff sur une pièce de un franc commémorative.

Après le retour du général de Gaulle au pouvoir en 1958, il préside un Comité d'experts chargé d'étudier la façon d'assainir les finances publiques. Il s'agit d'assurer à la Cinquième République de bonnes bases économiques et financières. Cela conduit au « plan Rueff » parfois appelé « plan Pinay-Rueff » mis en œuvre par le ministre des Finances Antoine Pinay, de Gaulle étant président du Conseil. Jacques Rueff est resté célèbre sur le plan international pour avoir dénoncé le « déficit sans pleurs » dans un ouvrage intitulé «Le lancinant problème des balances des paiements ».

L'EURO EST-IL UN CONCURRENT SÉRIEUX POUR LA SUPRÉMATIE DU DOLLAR ?

Lors de l'avènement de l'euro, on a beaucoup insisté sur le fait que le futur successeur du dollar était né. La monnaie du monde allait changer, les Européens en seraient les détenteurs, et les banques centrales du reste du monde en viendraient tout naturellement à libeller la majeure partie de leurs réserves en euro.

Parmi de nombreux exemples, on rappellera ici les déclarations de certains européistes dans une tribune au journal *Le Monde* du 28 octobre 1997 cosignée par Michel Albert, Edmond Alphandéry, Jacques Attali, Claude Bébéar,

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Jean Boissonnat, Jacques de Larosière, Edmond Malinvaud. Des experts pour convaincre le bon peuple que l'euro présentait tous les avantages et aucun inconvénient : il « permettra une gestion saine des finances publiques », « bénéficiera aux investisseurs, aux consommateurs et aux entreprises », « donnera à l'Europe, première puissance commerciale mondiale, l'expression de sa véritable dimension économique ».... Et enfin, *last but not least*, il « **concurrencera le dollar et le yen** ».

Il est possible que ces gens, comme beaucoup d'autres européistes, aient, à l'époque, véritablement cru à leurs prophéties mirobolantes. Il se sont aussi probablement intoxiqués les uns les autres, par un phénomène moutonnier. En chantant le dithyrambe de l'euro, ils s'assuraient aussi le fait de rester invités sur les plateaux de télé et de radio. Car les autres experts, tels Alain Cotta ou le « Prix Nobel d'Économie » français Maurice Allais par exemple, qui n'étaient pas d'accord avec ce conte de fées européiste, furent tout simplement interdits de médias.

Quoi qu'il en soit, et comme le dit l'auteur tragique grec Euripide, « Le temps révèle tout ». Quinze ans plus tard, les chantres de l'euro doivent sacrément en rabattre. Le graphique ci-dessous, que Bloomberg compile donc en 2014, représente le démenti patent de leur trop enthousiaste tribune de 1997 :

La zone euro n'a pas percé en matière de représentation extérieure. Que ce soit en termes de part de transactions échanges internationaux, de part de dette internationale ou de part d'utilisation en monnaie de réserve, l'euro ne fait pas mieux que la somme des devises des différents pays européens avant l'introduction de l'euro. **Son poids économique relatif est appelé, cela est maintenant clair, à régresser dans les décennies à venir.**

La monnaie européenne ne s'est imposée que comme monnaie régionale, mais elle ne concurrence pas le dollar comme monnaie du monde, et il est peu probable qu'elle y parvienne jamais.

Le mieux que pourraient attendre les partisans de l'euro serait l'avènement d'un système polycentrique dans lequel l'euro jouerait un rôle aux côtés, et non pas à la place, du dollar et d'autres monnaies, le yen sans doute, voire le yuan, si ce dernier devenait convertible.

L'impact d'une telle évolution sur le taux de change de l'euro échappe néanmoins à la prévision : tout au plus les Européens pourraient-ils espérer que dans ce nouvel environnement, le taux de change amortirait mieux les chocs économiques qui frappent la zone euro, au contraire de ce que l'on a observé jusqu'à présent.

L'opinion que l'euro en viendrait à supplanter le dollar a été assez répandue. Elle reposait pourtant sur un malentendu.

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Qui dit monnaie dominante dit économie dominante, et surtout marché financier dominant. Or, **la zone euro n'est pas une économie, mais plusieurs**, elle n'est pas un marché financier, mais plusieurs. On aime à dire que l'union fait la force, mais la simple juxtaposition, elle, ne fait pas la force, elle ne crée aucun surcroît de force. **Ce que nous avons pris l'habitude de nommer « union monétaire » se révèle, à l'usage, tenir plus de la juxtaposition que de l'union.**

On connaît déjà le phénomène de « fragmentation des marchés financiers » qui mine la zone depuis le début de la crise. La politique monétaire, en dépit de taux de banque centrale qui sont communs à toute la zone euro, ne parvient plus à homogénéiser les taux d'intérêt auxquels les entreprises empruntent à leurs banques dans les différents pays membres, même pour des profils de risque identiques. Quant aux possibilités pour une entreprise d'emprunter à une banque d'un autre pays de la zone, elles ont toujours été limitées et réservées aux plus grands acteurs, et elles ont aujourd'hui à peu près complètement disparu. Les risques de décohérence de la zone suffisent, par leur simple existence, à entretenir ce phénomène de la « fragmentation ».

Il est à cet égard instructif de considérer l'exemple de Chypre.

Chypre, on se le rappelle, a instauré au printemps 2013 un plafond des paiements à l'étranger pour les sociétés ainsi qu'un autre limitant l'exportation d'argent liquide, imposant ainsi le premier contrôle des changes dans la zone euro. **De facto, il existe depuis le 28 mars 2013 « deux » euros puisque l'euro chypriote ne peut pas circuler librement dans la zone.**

Ce qui s'est très réellement produit dans le cas de ce petit pays est bien évidemment susceptible de se reproduire pour l'un quelconque des autres États membres de la zone. Il n'est donc pas indifférent de détenir ses avoirs en euros dans tel pays membre plutôt que dans tel autre, non plus qu'il n'est indifférent d'investir chez celui-ci ou celui-là, ou de détenir telle dette souveraine plutôt que telle autre.

Et il est par conséquent logique que les marchés financiers de la zone euro se soient différenciés les uns des autres ou, comme on le dit dans le jargon ad hoc, se soient « fragmentés ». **Ce qui est derrière la fragmentation des marchés financiers de la zone euro n'est rien d'autre que la reconnaissance, par les marchés, du caractère non-irrévocable de l'euro**, et des risques qu'induit cette révocabilité, risques qui vont de l'apparition de contrôles des changes au sein même de la zone jusqu'à des sorties de pays ou un éclatement. Et s'est instaurée une situation auto-entretenu, puisque la « fragmentation » renforce les risques en question, tandis que la perception, par les acteurs financiers, desdits risques maintient en retour la « fragmentation ».

On touche là du doigt ce qui constitue la différence fondamentale entre d'une part l'euro, et d'autre part le dollar ou toute autre monnaie candidate à un rôle international. Le dollar repose sur un marché américain. L'euro repose sur la juxtaposition de plusieurs marchés, tous beaucoup plus petits que l'américain, et qui vivent leur vie chacun de leur côté.

Tant que cette situation perdurera – et elle perdurera dans un avenir prévisible – il sera vain de penser l'euro en concurrent du dollar.

LA DOMINATION DU DOLLAR TOUCHE-T-ELLE À SA FIN ?

La période de domination américaine va de 1945 à nos jours, et durant cette période, on a cru trois fois que l'Amérique serait distancée par un concurrent. D'abord la Russie, mais cette perspective s'est évanouie dans les années 60. Ensuite le Japon, mais cette perspective s'est évanouie dans les années 90. Enfin la Chine, qui tient la corde aujourd'hui. À supposer même que celle-ci détrône l'Amérique comme première économie, l'Histoire suggère qu'il se passerait un certain temps avant que le dollar ne perde son statut de monnaie du monde.

Il faut d'ailleurs considérer que la taille économique n'est pas l'unique facteur pour devenir une monnaie du monde. Les places financières américaines restent par exemple prépondérantes.

Source : INSEE

Mais ce qui est à la source de la stabilité du rôle de monnaie du monde est, fondamentalement, un phénomène d'inertie. Il y a naturellement des économies d'échelle liées au réseau dans l'utilisation du dollar, l'existence de ces économies d'échelle incite les acteurs à recourir préférentiellement à la monnaie du monde et ceci, en retour, renforce ou au moins maintient la présence de ces économies d'échelle. Les entreprises ont de ce fait toujours intérêt à utiliser principalement cette monnaie.

À notre avis, et si l'on exclut des développements cataclysmiques tels qu'un conflit majeur, il est sage de s'attendre à ce que le dollar conserve son statut encore longtemps, même si la fin de sa domination planétaire finira inéluctablement par arriver du fait des modifications des rapports de force dans l'économie mondiale.

Mais, si ce statut dominant ne peut lui être ravi à court terme, du moins les avantages économiques et stratégiques qui y sont liés peuvent-ils être rapidement affaiblis.

La façon la plus évidente d'y parvenir – qui n'est évidemment pas dans la droite ligne de l'orthodoxie économique – serait de promouvoir le principe du commerce bilatéral réglé en l'une des deux devises, ou en l'une et l'autre, des deux partenaires. On peut se demander si ce n'est pas cette stratégie que la Chine et la Russie ont choisi pour

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro s'affranchir progressivement de l'hégémonie monétaire américaine.~~

[Vincent BROUSSEAU](#)

Responsable national de l'UPR en charge des questions monétaires

[Follow @Vinc Brousseau](#)

//

[Charles-Henri GALLOIS](#)

Responsable national de l'UPR en charge des questions économiques

[Follow @CH Gallois](#)

//

NOTES

[1]

<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2014/06/30/97002-20140630FILWWW00401-bnp-paribas-devra-regler-8834-milliards-de-dollars-d-amende-aux-etats-unis.php>

[2]

<http://bourse.lesechos.fr/forex/infos-et-analyses/bnp-devra-regler-8-834-mds-d-amende-aux-etats-unis-983309.php>

[3]

<http://www.tv5.org/cms/chaine-francophone/info/Les-dossiers-de-la-redaction/ACTA/p-28660-Etats-Unis-la-BNP-solde-ses-deboires.htm>

[4]

<http://www.challenges.fr/economie/20140701.CHA5621/pour-poutine-l-affaire-bnp-paribas-et-la-vente-des-mistral-sont-liees.html>

[5]

<http://www.lohud.com/story/opinion/contributors/2014/07/17/lohudreacts-spend-new-york-bnp-paribas-payout/12810885/>

[6]

<http://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0203553117125-bnp-paribas-victime-de-limperialisme-juridique-americaain-1011257.php>

[7]

http://lexpansion.lexpress.fr/entreprises/amende-bnp-paribas-christian-noyer-trouve-les-transactions-en-dollar-trop-risquees_1557009.html

[8]

<http://www.mediapart.fr/journal/international/200514/la-chine-et-la-russie-defient-la-suprematie-du-dollar>

[9]

http://voiceofrussia.com/2014_07_03/BRICS-is-morphing-into-an-anti-dollar-alliance-6229/

[10]

http://www.marianne.net/Chine-USA-le-duel_a224407.html